



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Secrétariat Général  
Service de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'Environnement et de la Concertation Publique

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° 23-79**

à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 modifié autorisant la commune de Chef-du-Pont à exploiter une station d'épuration mixte recevant des eaux usées domestiques et industrielles au bénéfice de la société STEP CAPIPONTAINE sur la COMMUNE DE SAINTE-MÈRE-ÉGLISE (commune déléguée de Chef-du-Pont)

**LE PRÉFET DE LA MANCHE,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités à l'annexe de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED (rubrique 3710) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Seine-Normandie 2022-2027 ;
- VU** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Douve et de la Taute ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 modifié par l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2018 autorisant la commune de Chef-du-Pont à exploiter une station d'épuration mixte recevant des eaux usées domestiques et industrielles sur le territoire de la commune de Chef-du-Pont ;
- VU** la déclaration de changement d'exploitant transmise le 2 février 2023 par la société Step Capiontaine conformément aux dispositions prévues par l'article R.181-47 du code de l'environnement ;
- VU** l'étude de compatibilité des rejets de la station d'épuration de Chef-du-Pont avec le milieu récepteur (dossier réf. GES n°20910 – mars 2023) transmis par la société Step Capiontaine ;
- VU** le rapport de la DREAL du 14 avril 2023 ;



**VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur par courriel du 19 avril 2023 ;

**VU** les observations présentées par le demandeur sur ce projet d'arrêté complémentaire par courriel du 2 mai 2023 ;

**CONSIDÉRANT ce qui suit :**

- qu'au regard des conclusions de l'étude de compatibilité susvisée il convient d'actualiser les valeurs limites d'émission de la station d'épuration de Chef-du-Pont pour le paramètre phosphore en vue d'atteindre le bon état du cours d'eau le Merderet (FRHR327) ;

- que la station d'épuration de Chef-du-Pont ne reçoit plus les effluents domestiques des communes de Carquebut, Chef-du-Pont et Sainte-Mère Église puisqu'ils sont désormais traités par la station d'épuration de Sainte-Mère-Église mise en service en juillet 2021 ;

- que la station d'épuration de Chef-du-Pont qui relevait de la rubrique 2752 (station d'épuration mixte recevant des effluents domestiques et industriels) de la nomenclature des installations classées relève désormais de la rubrique 3710 (traitement des eaux résiduaires rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la directive IED) puisqu'elle traite les eaux résiduaires rejetées par les sociétés Coopérative d'Isigny-Sainte-Mère et Mont-Blanc qui relève pour cette dernière de la directive IED ;

- que les dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement prévoient que le Préfet peut, par arrêté complémentaire, fixer les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement rend nécessaire ou atténuer les prescriptions primitives de l'arrêté d'autorisation dont le maintien n'est plus justifié ;

- qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

- que la nature de la modification ne justifie pas la consultation du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques qui est facultative au regard des dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

- que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles que définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

- que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur le 19 avril 2023, lequel a pu présenter ses observations ;

**SUR PROPOSITION** de Mme la Secrétaire générale de la préfecture,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

La société Step Capipontaine (SIRET : 919 079 988 00011), dont le siège social est situé 3 rue de Franche Comté – CS 50311 – 50103 Cherbourg-en-Cotentin, autorisée à exploiter la station d'épuration située impasse du Marais – Chef-du-Pont – 50480 Sainte-Mère-Église, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

## **Article 2 – Tableau de classement**

Le tableau de classement selon les rubriques de la nomenclature des installations classées de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 susvisé est supprimé et remplacé par le tableau qui suit :

Rubrique	Alinéa	Nature	Quantité	Régime
3710	Sans objet	Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant de la rubrique 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre 1 <sup>er</sup> du Livre V (installations IED)	Traitement des eaux résiduaires des installations classées suivantes : - Mont-Blanc (installation IED) - Coopérative d'Isigny-Sainte-Mère  Capacité nominale de traitement d'au moins 24 000 équivalents-habitants	Autorisation

## **Article 3 – Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires industrielles**

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2018 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les valeurs limites d'émission des eaux usées industrielles en sortie de l'établissement sont définies dans le tableau ci-dessous. Ces effluents rejoignent pour traitement la station d'épuration de Chef-du-Pont avant rejet dans le cours d'eau Le Merderet (FRHR327), affluent de la Douve. Les effluents sont acheminés des deux sites, Mont-Blanc et Coopérative d'Isigny-Sainte-Mère, vers la station d'épuration de Chef-du-Pont au moyen de deux canalisations enterrées.

Débit maximum : 1 700 m <sup>3</sup> par jour		
Température : < 30 °C pH compris entre 5,5 et 8,5		
Paramètre	Concentration maximum	Flux maximum
MES	30 mg/l	51 kg/j
DCO	90 mg/l	153 kg/j
DBO <sub>5</sub>	25 mg/l	42,5 kg/j
NGL	15 mg/l	25,5 kg/j
NKJ	6 mg/l	10,2 kg/j
Ptotal	0,9 mg/l du 01/06 au 31/10	1,6 kg/j
	2,0 mg/l du 01/11 au 31/05	3,4 kg/j
Zn	0,2 mg/l	0,34 kg/j

#### **Article 4 – Surveillance des émissions dans l'eau**

Une mesure des émissions en sortie de la station d'épuration est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de 24 heures :

Paramètre	Fréquence
Débit	En continu
Température	En continu
pH	En continu
MES	Journalière
DCO	Journalière
DBO <sub>5</sub>	Hebdomadaire
NGL	Hebdomadaire
Ptotal	Hebdomadaire
NKJ	Hebdomadaire
Zn	Trimestrielle

#### **Article 5 – Conformité au dossier de modification**

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, et les réglementations autres en vigueur.

#### **Article 6 – Suppression de prescriptions**

Les prescriptions définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 octobre 2018 susvisé sont supprimées.

#### **Article 7 – Modalités d'exécution, voies de recours**

##### **Article 7.1 – Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

##### **Article 7.2 – Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de la commune de Sainte-Mère-Église et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Sainte-Mère-Église pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat d'affichage du maire attestera l'accomplissement de cette formalité.

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Manche [www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis](http://www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

##### **Article 7.3 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Caen (3, rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN CEDEX 4) ;

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie de la décision dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Manche.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourts citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

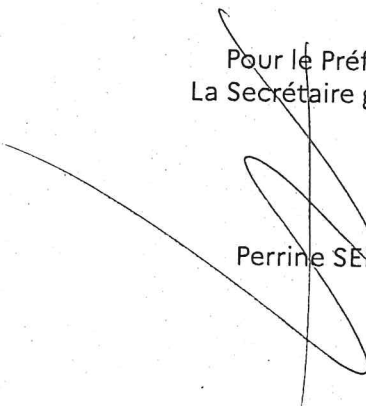
#### **Article 7.4 – Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Sainte-Mère-Église et la société STEP Capiontaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Saint-Lô, le

**23 MAI 2023**

Pour le Préfet,  
La Secrétaire générale



Perrine SERRE

